

Le soutien à Pierre Maudet continue à s'éroder

Crise politique » Après la présidence du PLR genevois, c'est son comité directeur qui lâche le conseiller d'Etat.

Le comité directeur du PLR genevois appelle formellement Pierre Maudet à la démission. Il souhaite que le magistrat consacre toute son énergie à sa défense. La décision a été prise par 21 voix contre 7, a indiqué hier matin à l'issue de sa séance le comité directeur dans un communiqué. Dans une brève déclaration, le président du parti, Alexandre de Senarclens, a indiqué que «Pierre Maudet

avait été invité à démissionner pour le bien des institutions et de la République».

Sorti quelques minutes avant le président, Pierre Maudet a indiqué qu'il y avait eu une brève discussion politique et une plus longue discussion juridique relative aux acrobaties statutaires. Il en a appelé à la base du parti pour se prononcer.

Une lettre signée de trois membres qui soutiennent Pierre Maudet et exigeant la tenue d'une assemblée générale extraordinaire «sans délai» avait été remise avant la séance du

comité directeur. Le communiqué du comité du PLR n'évoque pas cette option.

La présidence du parti cantonal a déjà appelé la semaine dernière Pierre Maudet à démissionner. Le PLR Suisse a aussi indiqué qu'il souhaitait que le conseiller d'Etat quitte ses fonctions. Il pourrait encore demander à la Conférence des présidents des PLR cantonaux qu'elle-même demande à la section genevoise de l'exclure.

«Ce serait une pression politique supplémentaire, tout comme la décision du comité directeur ou celle d'une assem-

blée générale qui ne sont formellement pas contraignantes, relève M. de Senarclens. Notre décision est très claire et prise à une majorité très importante: Pierre Maudet ne peut plus fonctionner comme conseiller d'Etat. Mais seul lui-même peut prendre ses responsabilités.»

Alexandre de Senarclens ne se prononce pas sur la question de savoir s'il a fait usage des attestations fiscales délivrées par le PLR pour déduire les montants des cotisations pourtant payées par son association de soutien. «M. Maudet ne nous a rien dit de clair à ce sujet.»

Samedi, la *Tribune de Genève* a affirmé que le magistrat a déduit de ses impôts un total de 40 100 fr. sur quatre années de cotisations pourtant payées au PLR par un membre d'une association de soutien, qui les payait au nom de Pierre Maudet. Hier, le journal ajoutait qu'il avait confirmé cela mercredi dernier devant le PLR Suisse. Le vice-président Andrea Caroni dément: M. Maudet «est resté vague, sans qu'on sache si les années où il a déduit ses cotisations correspondaient avec celles où il se les est fait payer».

RACHAD ARMANIOS/LE COURRIER, AVEC ATS

Le 1^{er} janvier plutôt qu'une case vide

Naissance » Dès 2019, la date du 1^{er} janvier sera indiquée sur les passeports des Helvètes dont la date de naissance est inconnue. Le Département fédéral de justice apporte ainsi une réponse rapide et pragmatique aux citoyens concernés, parfois importunés au moment de voyager.

Environ 800 citoyens sont concernés, peut-on lire dans un communiqué de l'Office fédéral de police (Fedpol). Etre en mesure de donner une date de naissance précise est souvent indispensable, par exemple pour obtenir un billet d'avion. » ATS

PROTHÈSES

MANIFESTATION À BERNE

Promembro était hier à Berne à l'occasion de la Journée internationale des handicapés. L'association de défense des intérêts des personnes amputées ou nées avec une malformation congénitale a revendiqué un accès amélioré à des prothèses. ATS

ÉNERGIE

SOUTIEN AU GAZ DE SCHISTE

Pas question de renoncer pour l'instant au gaz de schiste. Le Conseil des Etats n'a pas donné suite à une initiative genevoise qui propose un moratoire de 25 ans sur l'exploration, l'exploitation et l'importation de cette source d'énergie en Suisse. ATS

RECHERCHE

BUDGET REVU À LA HAUSSE

Après le National la semaine dernière, le Conseil des Etats a délié hier les cordons de la bourse pour la formation et la recherche. Il a inscrit 98,1 millions de plus que prévu dans le cadre du budget 2019 de la Confédération. ATS

ANTISPÉCISTES

GROS DÉGÂTS CHEZ BELL

L'occupation des abattoirs Bell à Oensingen (SO) a provoqué des dégâts pour un montant proche de 100 000 francs, fait savoir le groupe bâlois. Une centaine de militants antispécistes avaient pénétré sur le site il y a une dizaine de jours. ATS

GENÈVE

QUATRIÈME AGRESSEUR PINCÉ

Un quatrième homme recherché après la violente agression de plusieurs femmes à la sortie d'une boîte de nuit à Genève cet été a été arrêté en France voisine. Comme trois suspects déjà interpellés dans cette affaire, il a été mis en examen. ATS

ÉMEUTIERS

PAS PLUS DE SÉVÉRITÉ

Pas question de s'en prendre de manière disproportionnée aux auteurs d'émeutes. Le National a tacitement enterré hier une motion parlementaire visant à les punir obligatoirement d'une peine pécuniaire et d'une peine privative de liberté. ATS

La Suisse renforce son arsenal de mesures pour lutter contre les émissions de dioxyde de carbone (CO₂)

Les élus s'attaquent au réchauffement

« PHILIPPE CASTELLA

Climat » La Suisse prend très au sérieux le réchauffement climatique et elle va renforcer son arsenal de mesures en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le Conseil national a accepté hier soir d'entrer en matière sur un projet de loi allant dans ce sens, par 125 voix contre 62. Le débat se poursuit aujourd'hui. Hasard du calendrier, ce débat se tient au moment même où les pays du monde entier se retrouvent à Katowice, en Pologne, pour parler du climat.

Seule l'UDC s'est opposée frontalement au projet, dénonçant les risques de coûts excessifs qu'il va entraîner. Et cela pour un effet insignifiant, la Suisse n'étant responsable que d'un pour mille des émissions de gaz à effet de serre. «C'est une goutte d'eau dans l'océan», a imaginé Christian Imark. Et le Soleurois de souligner l'importance des efforts déjà entrepris par la Suisse dans ce domaine.

«Taxe incitative»

A propos de ces coûts, la conseillère fédérale Doris Leuthard a averti: «Ne faire que réparer les dommages dus au réchauffement coûtera bien plus cher que de prendre des mesures de prévention.» Stefan Müller-Altermatt (pdc, SO) a aussi, au nom de la commission, avancé l'originalité du système suisse: «Contrairement à la plupart des pays qui nous entourent, il s'agit là d'une taxe incitative.» Les deux tiers des revenus de la taxe sur le CO₂ sont en effet directement redistribués aux ménages par le biais d'une réduction sur les primes-maladie. Le dernier tiers, lui, sert à sub-



ventionner l'assainissement des bâtiments.

L'objectif fixé par le Conseil fédéral est de réduire de moitié les émissions de CO₂ d'ici à 2030, par rapport à 1990, dont 30% directement en Suisse et 20% par l'achat d'attestations à l'étranger. Un choix fort critiqué à gauche: «C'est une politique à courte vue digne du trafic d'indulgences au Moyen Âge», dénonce Roger Nordmann (ps, VD). Les Verts voulaient même renvoyer tout le projet au Conseil fédéral, avec pour mission de renforcer sérieusement

LA SUISSE S'ENGAGE POUR 120 MILLIONS

Le rapport Environnement Suisse 2018 était présenté hier alors que se tient à Katowice la 24^e Conférence de l'ONU sur le climat. Le président de la Confédération Alain Berset y a annoncé que la Suisse s'engage à verser plus de 120 millions de dollars (donc de francs) de nouvelles contributions financières pour le changement climatique. Les trois quarts de l'impact environnemental de la Suisse se situent à l'étranger: c'est l'une des conclusions du rapport Environnement Suisse 2018. Il en

ressort aussi que l'alimentation est le secteur qui a le plus d'impact, suivi par le logement et la mobilité. Les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse ont certes diminué de 10% entre 1990 et 2016 à l'intérieur du pays, mais elles ont augmenté à l'étranger. En 2015, l'empreinte de gaz à effet de serre de la Suisse s'élevait à 14 tonnes d'équivalents CO₂ par personne. «Le seuil supportable pour la planète se situe à 0,6 tonne», a souligné Karine Siegwart, vice-directrice de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). ATS

Vêtu d'un pull-over de circonstance, le socialiste Roger Nordmann en rigole avec sa camarade Flavia Wasserfallen. Keystone

tout le dispositif. Ils y ont finalement renoncé, faute d'un soutien suffisant.

Avant ce débat, le Conseil national a aussi accepté par 116 voix contre 68 de coupler le système d'échanges d'émissions de gaz à effet de serre de la Suisse avec celui de l'Union européenne, le marché helvète étant trop restreint. La ratification de cet accord a suscité l'opposition conjointe de l'UDC et... des Verts, pour des raisons totalement différentes. C'est l'évolution dynamique du droit européen dans ce domaine qui inquiète surtout l'UDC. Les Verts, eux, ont critiqué l'inefficacité de cette bourse européenne jusqu'ici.

Et les billets d'avion?

Mais de quoi s'agit-il exactement? Les entreprises émettrices de gaz à effet de serre (ciment, acier, raffineries, etc.) doivent acheter un permis de polluer. Les quotas sont réduits chaque année de 2% et leurs prix augmentent en conséquence. Le but de l'opération est d'inciter ces entreprises à investir dans des infrastructures moins polluantes pour ne plus passer à la caisse.

A noter que ce système va toucher aussi les compagnies d'aviation, ce qui justifie la large opposition de la droite à l'introduction en sus d'une taxe directement sur les billets d'avion, qui sera débattue aujourd'hui. Parmi les autres enjeux du jour, le plus concret est certainement le plafond qui devrait être introduit sur la hausse du prix de l'essence, visée par une taxe indirecte. La majorité de la commission veut plafonner cette augmentation à 8 centimes par litre, mais différentes propositions vont de 5 à 20 centimes. »

» Lire aussi en page 29